KVABB – CRECCB
Maurice Verdoncklaan 57
9050 Gentbrugge
0900 10 465
info@kvabb.org
<http://www.kvabb.be>

Gandbrugge, 27 avril 2021

Cher membre du Parlement

KVABB – CRECCB est une association professionnelle de comptables, qui œuvre chaque jour pour la profession de comptable, mais qui se préoccupe également des intérêts de cette catégorie professionnelle. Et c'est là que le bât blesse lorsque KVABB-CRECCB a pu lire le projet de loi Doc 55-1900/001 contenant diverses dispositions financières pour lutter contre la fraude.

<https://www.dekamer.be/FLWB/PDF/55/1900/55K1900001.pdf>.

Le projet de loi se heurte à la pratique professionnelle de la profession de chiffre:

1. Une obligation de déclaration est introduite sans **protection adéquate pour le déclarant**. Il n'y a aucune garantie que le rapport sera effectué de manière anonyme, ce qui signifie que le client sera immédiatement en mesure de savoir qui a "cliqué". La **garantie de l'anonymat** n'est pas du tout assurée, et la KVABB – CRECCB estime qu'il faut chercher une solution à ce problème, par la négociation .
Nous demandons également qu'aucune communication supplémentaire ne soit faite à la trésorerie (SPF Finances), si déjà la CTIF a été divulguée sous la **garantie de l'anonymat**.
2. Le projet de loi **ne traite pas les professions de chiffre et les avocats de la même façon**, alors que les comptables sont également soumis au **secret professionnel**. Comme les avocats, les comptables donnent souvent des conseils sur la position juridique de leur client, y compris dans le cadre de la phase judiciaire d'un litige fiscal. La KVABB – CRECCB constate à cet égard que les avocats sont mieux protégés en matière de secret professionnel. Là aussi, une solution doit être trouvée.
3. Les professions de chiffre sont obligés de consulter le registre UBO dans le cadre de **l'obligation de déclaration**. Il s'agit d'une tâche supplémentaire pour tous les comptables, mais le fait que **des coûts soient facturés** pour cette tâche est un pont trop loin. C'est pourquoi nous souhaitons que le professionnel du chiffre ne soit pas facturé pour une tâche obligatoire imposée par le gouvernement.

Cher membre du Parlement, vous comprenez que ce projet de loi est d'une grande portée et nous espérons donc qu'avec les points douloureux mentionnés ci-dessus, il y a une marge de négociation.

Sincèrement,

Ludo Van den Bossche
Président KVABB - CRECCB